

Brochure n° 3234

**Convention collective régionale**

**IDCC : 1391 – MANUTENTION ET NETTOYAGE  
SUR LES AÉROPORTS  
(Région parisienne)**

**AVENANT N° 55 DU 16 JUILLET 2015  
RELATIF À L'INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE**

NOR : ASET1550797M

IDCC : 1391

L'avenant n° 54 du 3 octobre 2014 prévoyait la mise en œuvre d'un abondement exceptionnel durant l'année qui suivra le premier jour du mois suivant la date d'extension de cet avenant. Or 9 mois après la demande d'extension de ce texte nous devons constater que l'arrêté d'extension de cet avenant n° 54 n'a pas été publié au *Journal officiel*. Sans attendre le bilan de l'application de cette mesure, afin d'éviter que cette situation se reproduise à nouveau, les parties signataires sont convenues des dispositions suivantes.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Indemnité de départ à la retraite. – Abondement exceptionnel*

Les parties conviennent d'une mesure exceptionnelle pour les départs à la retraite qui se réaliseront au cours de l'année 2016, c'est-à-dire pour la période située entre le premier jour du mois suivant la date d'extension de l'avenant n° 54 du 3 octobre 2014 et le 31 décembre 2016.

Cet abondement exceptionnel interviendra selon les modalités suivantes : le salarié qui fait valoir ses droits à la retraite, à la condition de bénéficier d'une pension à taux plein au sens du code de la sécurité sociale, bénéficiera d'un abondement de 100 % de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite prévue aux articles 4 *bis* des annexes I à III de la convention collective régionale de la manutention et du nettoyage sur les aéroports de la région parisienne.

**Article 2**

*Application*

Par dérogation aux dispositions de l'article L. 2261-1 du code du travail, les dispositions du présent avenant entreront en application le lendemain du jour où l'arrêté d'extension le concernant sera publié au *Journal officiel*.

**Article 3**

*Publicité et signatures*

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, direction générale du travail dans les conditions fixées

par les articles L. 2231-5 et suivants et D. 2231-1 et suivants du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-15, L. 2261-19 et L. 2261-24 du même code.

Fait à Paris, le 16 juillet 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

SAMERA.

**Syndicats de salariés :**

FAT UNSA ;

FNPd CGT ;

UFA CFDT ;

FGT CFTC ;

FEETS FO ;

USPDA CGT ;

SNCAMM CGT.